

Comment sauver nos universités du désastre

Budgets de famine, cursus inadaptés... Guère étonnant si une majorité de nos étudiants ont rendez-vous avec le chômage. Notre enquête montre qu'il existe pourtant des solutions. Elles demandent surtout du courage politique.

Murs lépreux, paillasses rouillées, installation électrique antédiluvienne, fenêtres bouchées par des cartons... A la fac de pharmacie René-Descartes à Paris, on se croirait dans un pays du tiers monde. Les hottes aspirantes y sont tellement vétustes que les produits chimiques refluent dans les salles de cours, et les congélateurs si souvent en panne qu'ils laissent pourrir les précieuses substances biologiques indispensables aux chercheurs. «J'ai honte, surtout quand je reçois des visiteurs étrangers ou venant de labos privés», se désespère un prof du département de toxicologie.

Bienvenue dans le monde pas très glamour de l'université française! Depuis le temps qu'ils protestent de leur bonne volonté et alignent de prétendus plans de modernisation, les gouvernements successifs auraient dû remettre nos facs d'aplomb. En fait, ils les ont laissées dépérir au profit des grandes écoles. Budgets croupillons, profs démotivés, absence de sélection, équipements insuffisants, gestion trop centralisée, diplômes inadaptés au marché du travail... Nos campus cumulent à peu près tous les défauts. Et leurs résultats sont à l'avenant.

«Les universités sont devenues des usines à chômeurs de longue durée», résume sèchement l'économiste Patrick Artus. De fait, les étudiants sont toujours plus nombreux à débarquer dans des filières saturées (psycho, socio, lettres) où les débouchés sont rares et souvent sous-qualifiés. Se doute-t-on qu'un tiers de nos diplômés du supérieur occupent un emploi d'ouvrier ou d'employé?

Qui osera défier les syndicats étudiants et enseignants ?

A l'inverse, nos facs ne parviennent pas à former assez de jeunes dans les disciplines d'avenir. En maths, biologie ou physique, les effectifs sont en chute libre. Et dans les filières professionnelles (BTS, IUT), qui permettent de trouver rapidement un job, les places sont loin d'être assez nombreuses.

Assez de casse! Si l'on veut enfin donner une chance à notre jeunesse – tous les étudiants ne peuvent quand même pas intégrer une grande école! – il faudrait accepter de défier la plupart des syndicats étudiants et enseignants, éternels partisans de l'immobilisme. Et lancer une réforme de fond, instaurant une sélection à l'entrée des facs. Mais quel gouvernement en aura le courage? *Thierry Fabre* ♦

J. BEYR POUR CAPITAL

De la rouille sur les tuyaux de gaz, des hottes qui n'aspirent plus les produits chimiques... Jean-François Dhainaut, président de la fac de pharmacie René-Descartes à Paris, dénonce la vétusté de ses locaux.

1. Mieux orienter les étudiants, quitte à pratiquer la sélection

Par tradition, nos facs acceptent tout le monde les yeux fermés, y compris dans les filières saturées. Qui aura le courage de changer la donne ?

▶ **D**éboussolés, nos étudiants: ils continuent de débarquer en masse dans des disciplines qui conduisent tout droit au chômage. Depuis 2000, le nombre d'inscrits en sciences humaines (psychologie, sociologie, histoire) et en lettres s'est encore accru de 5 000 pour atteindre 358 000 (26% des effectifs de l'université). Pourtant, les trois quarts des titulaires d'une maîtrise de lettres – qui n'ont pas choisi la voie de l'enseignement – occupent des postes d'employés, de livreurs de pizzas ou de caissiers chez McDo! Et trois ans après leur sortie de la fac, 16% des di-

plômés en sciences humaines pointent encore à l'ANPE. Dans le même temps, les amphis de sciences ne cessent de se dégarnir (-15% en biologie depuis 2000), alors que les débouchés restent plus prometteurs.

«Notre système est hypocrite: il interdit la sélection, soi-disant pour le bien des étudiants, mais il les laisse s'engouffrer dans des cursus qui les conduisent tout droit à leur perte», soupire Jean-François Dhainaut, le président de Paris-V. Tout juste! Proscrite à

l'entrée de l'université, la sélection s'effectue plus tard sous la forme d'échec scolaire massif: sur les 470 000 jeunes qui entrent chaque année dans le supérieur, 330 000 abandonnent au cours des deux premières années. Comme le résume Patrick Artus, l'économiste en chef d'Ixis CIB, «notre usinc à fabriquer des chômeurs de longue durée tourne à plein régime». Pourtant, quelques décisions simples pourraient suffire à inverser la tendance.

! **Instaurer un numerus clausus dans les filières les plus bouchées**

Certes, le développement personnel et le coaching sont à la mode. Mais est-ce une raison pour que nos facs abritent à elles seules 25% (65 000)

des étudiants en psycho de toute l'Union européenne? Et que nous délivrions, chaque année, pas moins de 5 500 diplômes dans cette filière, contre 1 100 en Allemagne et 800 au Royaume-Uni: «C'est six fois trop!», déplore la Fédération française des psychologues. Cela n'empêche pas les profs de dormir sur leurs deux oreilles: «Beaucoup d'entre eux nous disent que les débouchés, ce n'est pas leur problème!», rapporte Luc Tresse, étudiant à Paris.

Arrêtons la casse! Dans toutes les filières bouchées (psychologie, sociologie, sport), le bon sens suggère d'instaurer un numerus clausus. Jean-Robert Pitte, le président de la Sorbonne (Paris-IV), propose carrément de diviser par deux les effectifs. Cette idée fait hurler

Suite page 22 ▶



Francine Mercurelli,
en thèse d'économie

« Comment expliquer l'échec massif des étudiants pendant leurs deux premières années de fac ? »

Jean-Paul Pollin,
professeur d'économie

« Par la défaillance de notre système d'orientation. On permet à des étudiants de s'inscrire en économie alors qu'ils n'ont absolument pas le niveau; la plupart d'entre eux sont même incapables de rédiger une dissertation. »



"La moitié de mes élèves de première année a une moyenne inférieure à 5/20"

► Suite de la page 20

les syndicats étudiants, qui jugent impossible de fixer préalablement le nombre de sociologues dont nous avons besoin et qui agitent le spectre de la pénurie. Le plus drôle, c'est qu'ils le font sans rire...

! Faire passer un test à l'entrée en fac pour vérifier les connaissances de base

Jean-Paul Pollin, patron du Iabo d'économie à Orléans, en est réduit à faire du soutien scolaire dans ses amphis. «Parmi mes 200 étudiants en première année, la moitié ont une moyenne inférieure à 5 sur 20. Souvent, ils sont incapables de rédiger en français...» Un mauvais coucheur? Hélas non. La plupart des enseignants que nous avons interrogés s'inquiètent eux aussi de la baisse du niveau en droit, économie ou lettres. «Et comme nous refusons de réduire nos exigences lors des examens, l'échec est massif», tempête Jean-Paul Pollin.

Pour stopper ce gâchis, l'université de Lyon-II a innové en instaurant un test de connaissances. Les étudiants qui veulent entrer dans cette fac doivent préalablement passer un examen «prologue», qui fait le point sur leurs acquis en langues et en informatique. Certes, même si leurs résultats sont exécrables, rien ne leur interdit d'aller s'asseoir dans les amphis. Mais cette étape préliminaire a tendance à décourager les plus faibles. Moyennant quoi, avec 65% de réussite au Deug en deux

Plus de 350 000 étudiants se présentent chaque année dans les amphis de psycho, de socio ou de lettres (ici, la fac de la Sorbonne). Les débouchés sont pourtant très réduits.

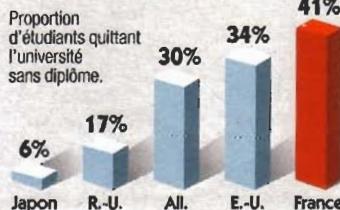
ans, Lyon-II affiche l'un des meilleurs scores de l'Hexagone.

! Doubler le nombre de places en IUT, et les réserver aux "bacs techno"

Au sein de l'université, ce sont des ovnis: les 115 IUT (instituts universitaires de technologie), qui dispensent des enseignements très professionnels (chimie, logistique industrielle...), ont obtenu le droit de sélectionner leurs étudiants. Le résultat? Spectaculaire. Les entreprises s'arrachent ces bac + 2, dont le taux de chômage trois ans après leur sortie (6%) est aussi faible que celui des jeunes ingénieurs frais émoulus de leurs écoles!

Lennui, c'est que ces formations ne sont pas assez développées. En tout et pour tout, les IUT proposent aujourd'hui 110 000 places, deux fois moins que les cursus de sciences humaines. Du coup, les directeurs d'établissement pratiquent une sélection «sauvage» en choisissant les meilleurs bacheliers généralistes (les bac S) et en laissant sur le carreau les cohortes de bacs technologiques (20% des bacheliers), à qui ces formations étaient pourtant dévolues à l'origine. «Ces derniers n'ont d'autre solution que de se retourner vers l'université, où ils sont certains d'échouer», déplore Dominique Deville de Perrière, la présidente de Mont-

Quatre étudiants sur dix sortent sans diplôme



La France est le seul pays riche où les étudiants peuvent s'inscrire sans aucune sélection dans n'importe quelle filière universitaire. Résultat: un gros tiers d'entre eux ne parvient pas à décrocher son diplôme.

pellier-I. L'année dernière, elle a vu débarquer 100 bacheliers techno en AES (administration économique et sociale): 98 se sont plantés à l'examen de première année... La solution consisterait donc à créer d'urgence des places en IUT - au moins 100 000 selon plusieurs experts - et à les ouvrir toutes grandes aux bacs techno. Reste à trouver l'argent nécessaire...

! Rebâtir un véritable service d'orientation en créant un guichet unique

«Mon conseiller d'orientation à la fac? Il a été incapable de me donner une seule information sur les débouchés de ma filière», grogne Eric, étudiant en Staps (sports) à Strasbourg. L'exercice était pourtant facile: avec près de 45 000 inscrits pour 400 postes de prof d'éducation physique chaque année, ce cursus est totalement bouché...

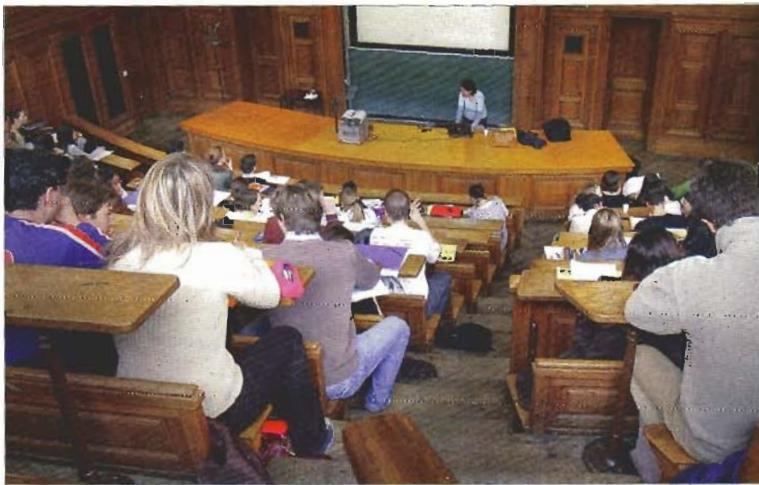
Pas de doute, notre système d'orientation est dans le coma, plusieurs rapports d'expert l'ont d'ailleurs récemment confirmé. Premier problème: entre les CIO dans les lycées, les SUIO à l'université, l'Onisep (qui publie les brochures), les Crij (centres régionaux d'informa-

tion jeunesse), les CCI et les missions locales pour l'emploi, les guichets concurrents sont si nombreux que les étudiants ne savent plus auquel s'adresser. Mieux vaudrait fusionner ce bric-à-brac pour créer un interlocuteur unique et efficace.

Deuxième écueil: la formation des conseillers d'orientation laisse à désirer. Tous sont diplômés en psychologie (c'est obligatoire), mais la plupart ne connaissent pas grand-chose au marché de l'emploi. «Il faudrait recruter d'urgence des spécialistes en ressources humaines issus du privé», préconise Jean-Robert Pitte. Enfin, il serait exagéré de dire que ces orienteurs se tuent à la tâche: leurs horaires ne dépassent pas 27 heures 30 par semaine (sur plusieurs établissements), ce qui réduit l'accueil des étudiants à quelques demi-journées. Si on leur permettait de bénéficier des 35 heures?

! Contraindre les universités à publier le taux de chômage de leurs diplômés

C'est théoriquement obligatoire depuis le 6 février 1986. Mais, si l'on excepte celle de Marne-la-Vallée, aucune fac ne publie la moindre statistique sur l'entrée dans le marché du travail de ses anciens étudiants. «Nous n'avons pas assez de moyens humains pour lancer ces enquêtes lourdes», se défend Gérard Mary, président de l'université de Reims. Dominique de Villepin a récemment rappelé les universités à leurs obligations: c'est bien. Mais s'il leur donnait les moyens de les remplir, ce serait mieux encore. **Thierry Fabre** ♦



2. Donner aux facs de l'autonomie pour arrêter les gaspillages

Des campus émiettés, des présidents de fac sans pouvoir et un ministère qui décide de tout: pas étonnant, avec un tel système, que nos universités rament dans le vide. Et pourtant, ce n'est pas demain qu'on les réformera...

▶▶ **L**a planification centralisée de l'ex-URSS: voilà à quoi ressemble encore aujourd'hui l'université française. Du recrutement des chercheurs à l'habilitation des diplômés, en passant par le financement des labos et le salaire des enseignants, tout est décidé au ministère de l'Éducation nationale. Fait révélateur, l'administration ne désigne pas les facultés par leur nom, mais par un numéro, comme dans l'armée. «Rendez-nous notre liberté!», s'époumone Yannick Vallée, le président de Grenoble-I («Joseph-Fourier», pour les intimes).

Las! Avant même de songer à le faire, l'État devra réorganiser ses universités de fond en comble. Ces dernières sont en effet gouvernées de façon si archaïque qu'on ne voit pas très bien comment elles pourraient parvenir à se prendre en main. A peu près dépourvues de chefs – leurs présidents ne disposent pratiquement d'aucun pouvoir – noyautés par les syndicats d'enseignants et d'étudiants, privées de gestionnaires, dépassées par la comptabilité analytique, elles ne sont même pas capables de

calculer le coût réel des formations qu'elles dispensent. Plutôt gênant...

Fusionner les universités de trop petite taille, notamment en région parisienne

Mai 68 a eu un effet dévastateur, et peu connu sur nos facs: il les a balkanisées. Pour éviter de créer des bastions étudiants, l'État les a en effet divisées en petites unités. «A Paris, il y a 17 universités, cela n'a aucun sens, s'agace Jean-François Dhainaut, président de Paris-V. Il faut d'urgence les fusionner pour en créer trois ou quatre, de taille internationale.» De fait, cette prolifération désorientée les étudiants, qui finissent par ne plus savoir où aller.

Et dans les régions, le découpage confine à la caricature: 18 implantations universitaires (sur 153) comptent moins de 100 étudiants! A Segonzac (Charente), il n'y a que 16 inscrits en «commerce des eaux de vie et boissons spiritueuses». Et les effectifs sont tout aussi maigrichons dans certains sites d'Albi (18 élèves), de Rochefort (24) ou de Lons-le-Saunier (27). Pour attirer les profs, ces antennes perdues en

sont réduites à leur octroyer «des heures complémentaires fictives», comme l'a révélé la Cour des comptes.

Réformer le conseil d'administration pour redonner du pouvoir au président de fac

Pire encore que sous la IV^e République! A Paris-Tolbiac, il a fallu attendre le treizième tour de scrutin pour connaître le nom du président de l'université. Comme dans toutes les facs, ce dernier est en effet élu par les membres de trois conseils pléthoriques (d'administration, scientifique et de la vie universitaire), dans lesquels siègent les représentants des syndicats de profs et d'élèves. «Chacun y défend sa discipline et ses intérêts», témoigne Jean-François Martins, le président de la fédération étudiante Fage. Inutile de dire que les tractations entre factions rivales peuvent durer une éternité! Et qu'ainsi élu, le président est contraint à l'immobilisme pour ne pas fâcher les syndicats avec lesquels il a pactisé.

Pourtant, trois universités technologiques (Compiègne, Troyes et Belfort) fonctionnent de façon différente: grâce à leur statut spécial, elles disposent d'un conseil d'administration resserré permettant à leurs dirigeants de diriger. Et si l'on s'en inspirait?

Donner la liberté aux universités de recruter leurs enseignants-chercheurs

Cocorico! La France est probablement le seul pays du monde où les directions des

universités n'ont pas leur mot à dire en ce qui concerne les embauches de profs. Ces derniers sont soit imposés de Paris par une commission nationale regroupant les syndicats, soit recrutés par les mandarins de la maison, qui agissent souvent par copinage. Et si le président n'est pas d'accord, qu'il aille aux pelotes!

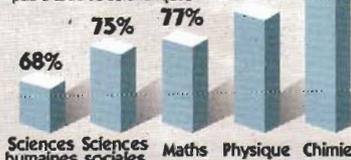
Irritée par ce système ubuesque, la faculté de sciences sociales de Toulouse a trouvé une astuce pour le contourner. Lorsqu'elle dispose d'un poste vacant, sa direction se garde bien de le déclarer au ministère: elle se choisit en douce un candidat, puis lui suggère d'adresser sans délai à sa hiérarchie une demande de muta-

JEAN-BERTRAND CAPITAL



Beaucoup de nos chercheurs ne publient jamais rien

Proportion des enseignants-chercheurs qui n'écrivent pas d'articles scientifiques.



Aucune récompense pour ceux qui triment, aucune sanction pour ceux qui bullent: pas étonnant, avec un tel système, que les chercheurs publics français (qui sont tous fonctionnaires) ne soient pas toujours très motivés!

Sources: Cour des comptes



Yannick Morvan, élu étudiant, en thèse de psychologie

« Est-il cohérent d'avoir un nombre aussi élevé d'universités dispensant souvent les mêmes formations ? »



Jean-François Dhainaut, président de Paris-V

« C'est absurde. A Paris, nous ne comptons pas moins de 17 universités. Il faudrait les fusionner pour en créer trois ou quatre de taille internationale. Mais certains présidents s'y opposent de peur de perdre leur poste. »

tion. Une fois le processus enclenché, l'affaire est dans le sac. Malin, non ?

! Mieux payer les chercheurs et leur supprimer le statut de fonctionnaire

Dépité, le président de Paris-Dauphine. L'un de ses bons chercheurs vient de le quitter pour l'université de Genève. « On lui proposait un salaire deux fois supérieur », regrette Bernard de Montmorillon. Pas difficile : chez nous, les universitaires, et spécialement les jeunes, sont payés au lance-pierre. A-t-on idée qu'un maître de conférences de niveau bac + 8 gagne à peine une fois et demie le Smic en début de carrière (1 740 euros net) ? « Pour travailler dans ces

conditions, il faut avoir la pêche ! », peste Franck Portier, prof d'éco à Toulouse. D'autant que les collègues européens ou américains disposent d'autres avantages : non seulement on leur mitonne un emploi du temps sur mesure avec peu d'heures d'enseignement, pour leur permettre de se consacrer à la recherche, mais on les récompense grassement lorsqu'ils trouvent ! En Angleterre par exemple, une publication dans une revue internationale rapporte 10 000 euros à son auteur. Impossible d'imaginer un tel système dans un pays où les chercheurs sont fonctionnaires. Le bon côté des choses, pour les cerveaux français, c'est qu'ils n'encourent aucune sanction ni retenue fi-

nancière, s'il leur prend l'envie de ne rien fiche. Voilà sans doute pourquoi un tiers des profs de sciences humaines ne signent jamais aucune publication. La seule solution pour remettre le système d'aplomb serait de leur supprimer le statut de fonctionnaire. Mais qui osera dégoupiller une telle bombe ?

! Fusionner les labos des facs avec ceux du CNRS et des grandes écoles

Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ? Dans tous les pays riches, les centres de recherche publics sont presque toujours logés dans les universités. Chez nous, on en trouve, certes, dans les facs, mais aussi au CNRS, à l'Inserm, et

dans les grandes écoles. Pour compliquer l'affaire, une partie de ces labos sont regroupés en « unités mixtes », cogérées par plusieurs administrations. Ainsi le centre de recherche de biomécanique des chocs à Lyon dépend-il à la fois de Normale sup, de l'université Claude-Bernard, du CNRS et de l'Inra, ce qui l'oblige à gérer ses crédits selon quatre procédures comptables et son personnel avec des statuts (et des régimes de RTT) différents. On se pince pour le croire.

Plutôt que de simplifier tout cela, le gouvernement Villepin a préféré créer un nouvel organisme, l'Agence nationale de la recherche, qui va alimenter un peu plus l'usine à gaz.

Thierry Fabre



Gérard Mary,
président de l'université de Reims

“ Par l'insuffisance de nos budgets de maintenance et de rénovation. A Reims, nous devons reconstruire une grande partie des bâtiments qui menacent de s'effondrer. Mais nous ne disposons toujours pas des crédits suffisants. ”

Arnaud Carré,
étudiant en licence de psycho

“ Comment expliquez-vous l'état désastreux de nos locaux, qui sont souvent vétustes et même dangereux ? ”

3. Augmenter les budgets et les répartir intelligemment

Non seulement notre pays dépense moins que ses voisins pour ses universités, mais il répartit les crédits en dépit du bon sens. Voyage au pays d'Ubu.

S en doute-t-on ? A la Sorbonne, la plus prestigieuse de nos facs de lettres, l'Etat dépense chaque année 3 500 euros par étudiant. Même l'université de Mexico fait mieux ! Il suffit de pénétrer dans l'annexe de ce temple de Mai 68, porte de Clignancourt à Paris, pour constater les ravages de ce budget croupion : dans les amphis

vétustes, un énorme filet est tendu au plafond pour éviter que les dalles ne tombent sur la tête des élèves. Serrés comme des sardines (ils disposent de deux mètres carrés par tête), ces derniers discutent avec leurs profs dans le couloir, car aucune salle n'est prévue à cet effet...

Certes, la Sorbonne est particulièrement mal lotie. Mais, avec à peine 6 700 euros de budget par an et par étudiant, la France se montre d'une ladreterie sans nom avec l'ensemble de ses universités. La Suède n'y consacre-t-elle pas 50% de plus, et les Etats-Unis plus du triple (pour une bonne part en fonds privés) ? Inutile d'aller chercher bien loin les raisons de cet assèchement : depuis des lustres, l'Etat a choisi d'avantager

outrageusement les grandes écoles. Bien qu'elles ne représentent que 4% des effectifs du supérieur, elles captent (avec leurs classes prépas) 30% des ressources...

! Lancer un plan d'urgence pour remettre en état les locaux vétustes

A Reims, le campus Croix-Rouge a un nom prédestiné : en 2003, il a fallu en évacuer d'urgence des milliers d'étudiants, car ses murs risquaient de s'effondrer. Depuis, les jeunes ont été provisoirement transférés dans des Algeco... «On vient de fermer un bâtiment à cause d'une fuite de gaz, et il manque un siège sur deux dans nos amphis...», peste Alexandre Vasseur, un étudiant

rémois. Effarant ! La vétusté des locaux universitaires est telle que 80% d'entre eux ont reçu un avis négatif de la commission de sécurité de leur préfecture. Et pour la logistique, ce n'est pas mieux. A Reims, les salles de lecture ferment à 19 heures, faute de personnel (alors qu'elles sont ouvertes toute la nuit dans beaucoup de facs étrangères). Quant à la Sorbonne, elle n'abrite qu'un ordinateur pour 135 élèves. Comment étudier dans ces conditions ?

! Accroître le budget des facs qui placent leurs étudiants sur le marché du travail

San Remo, vous connaissez ? A la fac, cet acronyme n'a rien à voir avec la ville italienne

Suite page 28 ▶

Un élève de Normale sup coûte dix fois plus qu'un étudiant à la Sorbonne

► Suite de la page 26
proche de Monaco, il désigne le système centralisé qui alloue les deniers publics aux différentes universités. Naturellement, dans la bonne tradition de la fonction publique, la clé de répartition de ces crédits ne tient aucun compte des performances ni des résultats de chacune des facs : seul le nombre d'inscrits est pris en considération, ce qui encourage à bourrer les amphes, même dans les filières saturées. « Je me suis battu pour qu'on réduise un peu les effectifs pléthoriques en éco. On m'a répondu que j'allais plomber le budget », témoigne Jean-Paul Pollin, prof à Orléans.

Voilà pourquoi l'économiste Alain Trannoy propose d'attribuer les fonds selon la capacité des facs à placer leurs étudiants sur le marché du travail. Une telle carotte pourrait par exemple les pousser à créer des structures d'aide à la recherche de stage. Mais cette idée, trop révolutionnaire, est pour le moment restée lettre morte.

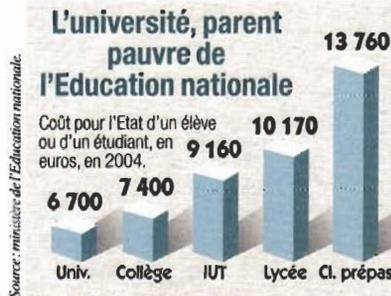
! Mieux répartir les crédits entre les universités et les grandes écoles publiques

Marie ne garde que des bons souvenirs de Normale sup : « On

travaillait en petits groupes, avec des profs motivés. Et en plus on était payés », se souvient-elle. Eh oui, ils reçoivent un salaire, les élèves de nos grandes écoles publiques (1300 euros par mois à Normale sup, de 1400 à 2100 euros à l'ENA et 500 euros à Polytechnique). Et ils bénéficient, en sus, de profs hypercompétents et de matériel aux petits oignons. Sans doute ces élèves dorés sur tranche figurent-ils parmi les plus brillants du pays. Mais est-il normal que la Nation leur consacre jusqu'à dix fois plus d'argent (40 000 euros par an et par étudiant à Normale sup) qu'aux malheureux inscrits en fac ? Pas sûr. D'autant que cette différence de traitement contribue à reproduire à l'infini les inégalités : 62% des étudiants des grandes écoles sont des enfants de cadres sup et de professions libérales alors que 5% seulement viennent de familles ouvrières.

! Augmenter les droits d'inscription... et renforcer d'autant les bourses

C'est dur à dire, mais 20% des élèves de la Sorbonne... n'existent pas. Vu la modicité des frais d'entrée (150 euros l'année),



Pour satisfaire les puissants syndicats du secondaire, la France consacre plus d'argent aux lycéens (et nettement plus encore à ses classes prépas) qu'à ses étudiants en fac, une aberration unique au sein des pays développés.

ces fantômes s'inscrivent uniquement pour obtenir un statut d'étudiant qui leur ouvrira les portes de stages en entreprises, ou pour bénéficier d'une mutuelle à bas prix. Beaucoup optent pour les cursus de langues improbables, serbe, bulgare ou biélorusse, où ils ne mettent jamais les pieds, note le Comité national d'évaluation, une instance de contrôle émanant du ministère. La quasi-gratuité des études génère d'autres effets pervers. D'abord, elle déresponsabilise les étudiants. « Beaucoup s'inscrivent à la fac sans savoir pourquoi, juste parce que c'est gratuit, résume Alain Trannoy. S'ils payaient une partie du coût de la scolarité, cela les ferait réfléchir. » Ensuite, elle limite les moyens financiers dont disposent les universités. Des frais d'inscription à 1000 euros (encore très inférieurs à ce qui se pratique à l'étranger) permettraient d'augmenter leur budget de 30%.

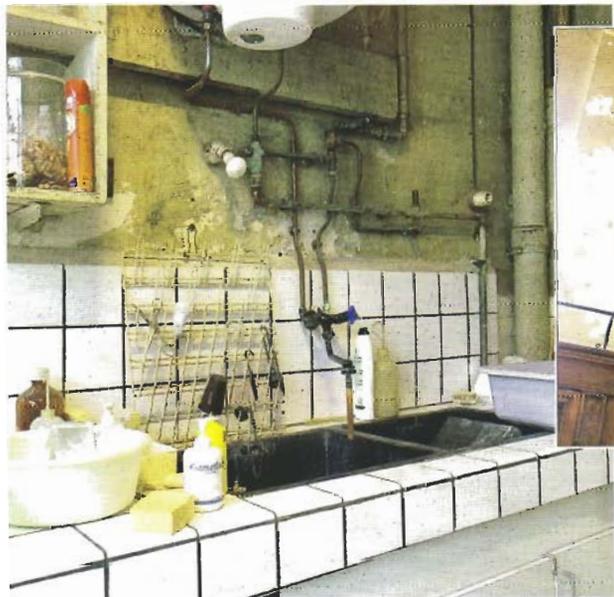
Evidemment, pour permettre aux étudiants de régler cette facture, il faudrait renforcer les

bourses, traditionnellement très faibles en France : elles atteignent à peine 0,1% du PIB, moitié moins qu'au Royaume-Uni et six fois moins qu'en Suède. Il faudrait aussi réserver aux élèves issus des familles les plus modestes des prêts à taux zéro, avec des conditions de remboursement très souples, afin qu'ils puissent financer leurs études, à l'image de ce qui se pratique déjà en Australie.

! Collecter beaucoup plus de fonds en créant des partenariats avec les entreprises

A Toulouse (en sciences sociales), on a trouvé la solution pour améliorer les traitements modestes des professeurs : faire payer les entreprises. Rassemblés dans « l'Institut d'économie industrielle », un organisme dépendant de la fac, les chercheurs arrondissent leurs fins de mois en donnant des cours à des cadres du privé. Certains réalisent aussi des travaux sur l'effet de serre ou la taxation des émissions de gaz carbonique, pour le compte (et avec les budgets) de Veolia ou d'Areva. « Grâce à ces compléments de rémunération, nous pouvons attirer ici d'excellents professeurs étrangers », se félicite l'un des membres de cet Institut. Même objectif à Paris-Dauphine, qui vient de créer une « Fondation du risque », associant Axa, Groupama et AGF. Les trois assureurs versent chacun entre 300 000 et 400 000 euros à la fac pour financer des formations qui les intéressent.

Mais le fossé culturel entre l'univers patronal et le monde universitaire est si large que ces exemples de collaboration restent encore rarissimes dans notre pays. Dommage, car leur multiplication serait bien utile pour régler les questions budgétaires... Thierry Fabre



A force de rogner sur leur entretien, l'Etat a laissé dépérir les locaux de ses universités, comme ici, à la fac de pharmacie René-Descartes à Paris. Dans certains cas, la sécurité des étudiants est en jeu.

J. FAROUCHE/POUR CAPITAL